

UNICEF : "Les enfants ne doivent pas payer le prix de la crise au Burundi"

UN News Centre, 18 novembre 2015 Burundi : l'avenir des enfants est compromis par l'escalade de la violence, selon l'UNICEF Les enfants risquent d'être les principales victimes de l'escalade de la violence au Burundi, a prévenu mercredi le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), notant que la crise a déjà tué 17 enfants et blessé beaucoup d'autres. Selon l'agence onusienne, depuis que la crise a commencé en avril, les violations des droits de l'enfant se sont multipliées, avec des enfants pris dans des affrontements et des raids violents, des écoles frappées par des grenades et plus de 100 enfants détenus arbitrairement, parfois pendant de longues périodes, aux côtés de prisonniers adultes.

« Les enfants ne doivent pas payer le prix de la crise au Burundi », a déclaré la Directrice régionale de l'UNICEF en Afrique orientale et australe, Leila Gharagozloo-Pakkala, dans un communiqué de presse. « La législation burundaise établit un respect clair pour les droits des enfants, et pour la protection des enfants contre la violence. Ces lois doivent être respectées ». L'UNICEF s'est dit profondément préoccupé par l'impact sur les enfants de la violence et de la pauvreté croissante. Les prix des aliments sont en forte hausse, ce qui veut dire que de plus en plus de familles vont avoir du mal à nourrir correctement leurs enfants alors que plus de quatre Burundais sur cinq vivent déjà avec moins de 1,25 dollar par jour. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit que l'économie du Burundi se contractera de 7,2% cette année, ce qui pèsera sur le budget de l'Etat et les services sociaux du pays. Le Burundi connaît déjà des pénuries de médicaments essentiels pour les enfants et les mères. L'UNICEF a souligné avoir besoin de 25 millions de dollars pour financer son action humanitaire à destination des enfants et des familles touchés par la crise. Selon l'agence onusienne, cet argent permettra aussi d'aider les réfugiés burundais en Tanzanie, au Rwanda et en République démocratique du Congo.